

Services fiscaux. Les agents n'en peuvent plus



Les agents des services fiscaux du Finistère déplorent le manque de considération du gouvernement à leur endroit.

Lannig Stervinou

Alors que **Gérald Darmanin** promet une prime de 200 € en février, les représentants syndicaux des agents des services fiscaux du Finistère considèrent qu'il s'agit d'une sorte de poudre de perlimpinpin et manifestent leur mécontentement.

« La situation est catastrophique pour les services de la Direction générale des Finances publiques ! » **Éric Guerry**, secrétaire départemental de Force ouvrière, venu de Brest, ne mâche pas ses mots. Accompagné d'une trentaine de personnes et des secrétaires départementaux des syndicats CFDT, CGT et Solidaires, ils manifestaient, mardi matin, devant les locaux de la Direction départementale des Finances publiques, allée Urbain-Couchouren à Quimper. La raison ? Toujours

annoncée par le ministre de l'Action et des Comptes publics, **Gérald Darmanin**, qui ne satisfait pas. « Au moment où le gouvernement a besoin de nous pour déployer une réforme d'envergure, qui s'appelle le prélèvement à la source, on nous supprime encore 35 emplois alors que l'accueil physique et courriel est considérable. Les collègues sont vraiment à bout. Ils sont fatigués, usés », regrette **Éric Guerry**. « En plus, ils se sentent déconsidérés car notre ministre, **Gérald Darmanin**, a encore dit récemment que la surcharge de travail n'était que légère. Je trouve ça scandaleux », ajoute **Ludovic Morin**, de la CGT.

La prime de 200 €

Mardi 8 janvier, le ministre de l'Action et des Comptes publics a annoncé l'attribution d'une prime exceptionnelle de 200 € net en février pour 40 000 fonctionnaires du fisc, mais cela ne semble pas apaiser les esprits. « Nous sommes 104 000, qui va en bénéficier ? Il est vrai que les collègues qui sont directement confrontés au prélèvement à la source ont des difficultés, mais tous souffrent actuellement », poursuit-il. « Le salaire c'est important, mais 200 € c'est juste sym-

à nos revendications en offrant une prime à 40 000 agents. Cette prime, je considère que c'est un scandale », insiste **Stéphane Drouet**, de Solidaires.

Fermeture des services de proximité

À l'heure où le président de la République lance le grand débat national, les représentants syndicaux affirment que le réseau de la Direction générale des Finances publiques, qui a été déjà très impacté, va encore être considérablement réduit. « Environ 80 % des trésoreries de proximité vont être supprimées à l'horizon 2022, ce qui va à l'encontre du service public aux usagers », alerte **Éric Guerry**. « Une directive nous a annoncé que l'objectif était que les usagers se cassent le nez devant la porte. Vous supprimez un point d'accueil et bien, au bout d'un moment, le public s'habitue et toute une part de la population est exclue, déplore le Pont-l'Abbiste **Jacques Le Pichon**, représentant de la CFDT. Internet doit être un moyen supplémentaire de nous joindre mais pas l'unique moyen ».

Au final, tous s'accordent à dire que ce mouvement est le premier d'une longue série de contestations, bien déter-